

## Agence des droits fondamentaux

Le Parlement européen a adopté à une très large majorité (460 voix pour, 60 contre et 51 abstentions), le 17 janvier dernier, le rapport de Michael Cashman (PSE, Royaume-Uni) donnant son feu vert à la définition du cadre pluriannuel (2007/2012) de l'Agence européenne des droits fondamentaux. Ce cadre doit permettre à l'Agence de ne plus être cantonnée à la lutte contre le racisme et la xénophobie. Pour sa part, le Parlement souhaite que l'Agence puisse agir hors des domaines thématiques fixés dans le cadre pluriannuel à la demande d'une des trois institutions communautaires, notamment en matière d'extrême pauvreté, d'exclusion sociale, de protection des personnes appartenant à des minorités ethniques ou nationales, et toutes discriminations multiples.

## Cohésion

♦ **Fonds européen d'ajustement à la mondialisation** : Les premiers versements à des travailleurs victimes de la mondialisation par le fonds européen d'ajustement à la mondialisation, mis en place le 1er janvier 2007 et doté d'un budget de 500 millions d'euros par an, sont intervenus en décembre 2007.

Documents et informations sur

[http://ec.europa.eu/employment\\_social/egf/applications07\\_fr.html](http://ec.europa.eu/employment_social/egf/applications07_fr.html)

♦ **Disparités régionales dans l'UE** : Les données publiées le 12 février dernier par Eurostat, le service de statistiques de la Commission européenne, indique que, par rapport à la moyenne de l'UE à vingt sept, le produit intérieur brut par habitant (PIB) des 271 régions que compte l'Union européenne à vingt sept variait de 303% à 24%. Les trois régions les plus riches sont le Grand Londres (303%), le Duché de Luxembourg (264%) et Bruxelles capitale (241%), les quinze régions les moins riches se situent en Roumanie, Bulgarie et Pologne (de 24 à 38%).

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/pls/portal/docs/PAGE/PGP\\_PRD\\_CAT\\_PREREL/PGE\\_CAT\\_PREREL\\_YEAR\\_2008/PGE\\_CAT\\_PREREL\\_YEAR\\_2008\\_MONTH\\_02/1-12022008-FR-AP.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/pls/portal/docs/PAGE/PGP_PRD_CAT_PREREL/PGE_CAT_PREREL_YEAR_2008/PGE_CAT_PREREL_YEAR_2008_MONTH_02/1-12022008-FR-AP.PDF)

## Transports

♦ **Transport ferroviaire** : Dans une communication du février dernier sur les "contrats pluriannuels concernant la qualité de l'infrastructure ferroviaire" (COM(2008) 54 final), la Commission européenne estime que les questions du financement durable de l'infrastructure existante, la qualité du service d'infrastructure et les moyens pour améliorer les performances des gestionnaires d'infrastructure demeurent des sujets de préoccupation, six ans après le premier paquet ferroviaire.

Pour faire face à la grande diversité des situations, elle recommande aux Etats membres de recourir à des contrats pluriannuels (3 ans minimum) aussi bien pour la sécurité, le renforcement de la part du transport par rail face aux autres modes, que pour le développement cohérent du marché intérieur des services ferroviaires. .../...

## Fundamental Rights Agency

On 17<sup>th</sup> January 2008, the European Parliament adopted, by an overwhelming majority (460 votes for, 60 against and 51 abstentions), the report by Michael Cashman (PSE, United Kingdom) giving the green light to the definition of a multi-annual framework (2007/2012) for the European Fundamental Rights Agency. This framework should enable the Agency to no longer be confined to the fight against racism and xenophobia. For its part, the Parliament hopes that the agency will be able to act beyond the thematic areas fixed by the multi-annual framework, at the request of one of the three Community institutions, particularly regarding extreme poverty, social exclusion, the protection of ethnic or national minorities and all other multiple discriminations.

## Cohesion

♦ **The European Globalization Adjustment Fund**: The first payments from the European Globalization Adjustment Fund, which was established on the 1<sup>st</sup> January 2007 with a budget of 500 million euros per year, to workers affected by globalisation were made in December 2007.

Documents and further information available at:

[http://ec.europa.eu/employment\\_social/egf/applications07\\_en.html](http://ec.europa.eu/employment_social/egf/applications07_en.html)

♦ **Regional disparities in the EU**: Data published on 12<sup>th</sup> February 2008 by Eurostat, the statistics service of the European Commission, show that, compared to the average of the EU of twenty seven countries, the per capita gross domestic product (GDP) in the individual 271 regions that make up the European Union of twenty seven, ranged from 303% to 24%. The three richest regions are The Greater London (303%), Luxembourg (264%) and Brussels capital (241%), the fifteen least affluent regions are located in Romania, Bulgaria and Poland (ranging from 24 to 38%).

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/pls/portal/docs/PAGE/PGP\\_PRD\\_CAT\\_PREREL/PGE\\_CAT\\_PREREL\\_YEAR\\_2008/PGE\\_CAT\\_PREREL\\_YEAR\\_2008\\_MONTH\\_02/1-12022008-EN-AP.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/pls/portal/docs/PAGE/PGP_PRD_CAT_PREREL/PGE_CAT_PREREL_YEAR_2008/PGE_CAT_PREREL_YEAR_2008_MONTH_02/1-12022008-EN-AP.PDF)

## Transports

♦ **Rail Transport**: In a communication, dated February this year, on the "multi-annual contracts for rail infrastructure quality" (COM (2008) 54 final), the European Commission considers that the issues concerning the sustainable financing of the existing infrastructure, infrastructure service quality and ways to improve the performance of infrastructure managers still remain matters of great concern, six years after the first railway package.

To cope with the wide variety of situations, it calls upon Member States to resort to multi-annual contracts (3 years minimum) in matters concerning security, the strengthening of the rail transport part against all other modes of transport as well as the coherent development of the internal market for rail services .../...

La communication définit les mesures que les Etats membres doivent prendre : spécification des sources de financement, engagements minimaux en matière de performance du matériel roulant et de capacité de réseaux, attribution des contrats sur la base de consultation avec toutes les parties concernées, intervention de l'Etat strictement encadrée dans le contrat, organisme indépendant de contrôle de la conformité du contrat et d'arbitrage des conflits. En cas de besoin, la Commission n'exclut pas de rendre le recours à ces contrats contraignant en introduisant ces recommandations dans la refonte du premier "paquet" ferroviaire annoncée pour fin 2008.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0054:FIN:FR:PDF>

#### ♦ Ciel Unique européen

Le premier rapport sur la mise en oeuvre du paquet législatif de mars 2004 relatif au ciel unique européen (quatre règlements) a été présenté le 20 décembre 2007. Au terme de son examen, la Commission annonce, pour le deuxième trimestre 2008, la présentation d'un deuxième "paquet" ciel unique, une proposition d'extension du champ de compétences de l'Agence européenne de sécurité aérienne (EASA) et le plan directeur du programme européen de modernisation du contrôle aérien en Europe (SESAR).

---

## Groupement européen de coopération territoriale

Le premier groupement européen de coopération territoriale (GECT) est né le 28 janvier dernier. L'eurométropole Lille Kortrijk-Tournai regroupe quatorze autorités (dix belges et quatre françaises). Le GECT a été créé par le règlement de juillet 2006 (1082/2006) relatif à un groupement européen de coopération territoriale. Destiné à surmonter les difficultés rencontrées dans le domaine de la coopération transfrontalière, ce nouvel instrument de coopération au niveau communautaire, mis en place dans le contexte de la réforme de la politique régionale pour la période 2007-2013, est doté de la personnalité juridique et applicable à partir du 1er janvier 2007. Les Etats membres semblent manifester peu d'empressement pour mettre en oeuvre ces projets de coopération transfrontalières, mais comme le règlement est d'application directe, les collectivités territoriales peuvent s'en saisir sans attendre l'adoption des procédures nationales.

---

## Cour de justice

**Attribution d'un marché de transport sanitaire :** Dans un arrêt C-119/06 du 29 novembre 2007, la Cour dit que l'attribution d'un marché de transport sanitaire à des associations bénévoles relève de la réglementation des marchés publics, au motif que l'absence de but lucratif n'exclut pas que ces associations exercent une activité économique et constituent des entreprises au sens des dispositions du traité relatives à la concurrence et de la jurisprudence. La Cour dit que "cette interprétation extensive de la notion de marché public s'impose pour éviter que les opérateurs contournent les obligations établies par les directives en matière de marchés publics" (point 44).

Cependant, dans cette affaire, opposant la Commission, agissant à la suite d'une plainte, à la Région de Toscane (Italie), il appartient à la Commission d'apporter la preuve que les marchés conclus dépassent le seuil de 200.000 euros par an prévus par la directive 92/50.

The Communication sets out some of the steps that Member States should take: specification of funding sources, minimum commitments in terms of the performance of locomotives and the capacity of networks, awarding of contracts on the basis of consultation with all concerned parties, strictly regulated State intervention in the contracts, an independent body to monitor contract compliance and arbitration of conflicts. Should it become necessary, the Commission does not exclude the possibility of introducing such binding contracts in recommendations for the recasting of the first rail "package" planned for end 2008.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0054:FIN:EN:PDF>

#### ♦ European Single Sky

The first report on the implementation of the legislative package of March 2004 on the European single sky (four regulations) was submitted on the 20<sup>th</sup> December 2007. Upon completion of its review, the Commission announced the publication of a second single sky "package", a proposal to extend the scope of the powers of the European Aviation Safety Agency (EASA) and a master plan for the European air traffic control infrastructure modernisation programme (SESAR), during the second quarter of 2008.

---

## European grouping for territorial cooperation

The first European grouping for territorial cooperation (EGTC) was born on 28<sup>th</sup> January 2008. The Lille-Kortrijk-Tournai Eurometropole brings together fourteen districts (ten Belgian and four French). EGTC was created by the July 2006 regulation (1082/2006) on the European grouping for territorial cooperation. With the objective to overcome difficulties encountered in matters concerning cross-border cooperation, this new instrument for cooperation, at the Community level, established within the context of the reform of regional policy covering the period 2007-2013, has a legal personality and is applicable from 1<sup>st</sup> January 2007. It would appear that most Member States show little eagerness to implement these cross-border cooperation projects, however, since the regulation is directly applicable, local authorities may implement them without waiting for the adoption of national procedures.

---

## Court of Justice

**The awarding of health care transport services contract:** In a judgement C-119/06 of 29<sup>th</sup> November 2007, the Court ruled that the awarding of health care transport services contract to charitable associations falls under the scope of public procurements regulation, on the ground that the absence of profit making goals does not discard the fact that these associations engage in economic activities and are undertakings within the meaning of the Treaty provisions as regards competition and case law. The Court said that "this wider interpretation of the concept of public procurement is needed to ensure that operators do not circumvent the requirements of directives on public procurements" (item 44).

However, in the present case, between the Commission, acting in response to a complaint, and the Region of Tuscany (Italy), it is up to the Commission to bring forth evidence that the signed contracts exceeded 200,000 euros per year as required by the directive 92/50.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.